



L'INFO DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES DE L'YONNE

N° 5 de septembre 2011

L'EMPLOI...

LE POUVOIR D'ACHAT ... LA HAUSSE DES PRIX

... LA SITUATION DES SERVICES PUBLICS...

LA BOURSE ... LA DETTE PUBLIQUE ...

ET LA REGLE D'OR

Rien de bon pour les salariés !

Après avoir bien profité de l'argent des Etats pour se remettre à flot le système financier a maintenant besoin de mettre les Etats à la diette... après que ceux-ci se soient endettés pour lui permettre de survivre.. ... logique!

Selon l'INSEE : **13.5%** de la population vit sous le seuil de pauvreté soit en 2009 **8.2 millions** de personnes .

Les inégalités se creusent entre les Français les plus modestes et les plus aisés.

Ainsi, "le niveau de vie des 10% des personnes les plus modestes est inférieur à 10.410 euros annuels, en baisse de 1,1% par rapport à 2008".

Quant aux 10% les plus aisés, dont le revenu est supérieur à 35.840 euros annuels, ils ont vu leur revenu croître de 0,7% de plus qu'en 2008.

"Au total, commente l'Insee, le contexte de crise économique se répercute sur l'ensemble des ménages, mais ce sont les plus modestes qui sont les plus touchés".

Les privés d'emploi sont ainsi en 2009 plus représentés dans les couches les plus modestes.

Vivre avec moins de 954 euros...

La baisse de moral des français est bien compréhensible vu l'évolution des prix des carburants et de l'énergie, les dépenses de fiscalité, les frais de santé, de scolarité, l'alimentation qui avec le prix de l'essence est en tête des préoccupations cet été.

Et **la COM** de l'administration pour qui toutes les missions sont exécutées parfaitement, toutes en temps et en heure, on en fait même plus qu'avant... et sans aucun problème, n'y changera rien pour les agents de la DGFIP qui ont le même vécu que l'ensemble des français.

Les collègues des services expriment de vrais difficultés, des problèmes pour remplir les objectifs du contrôle fiscal, ceux des domaines ou des amendes ne connaissent pas vraiment de quoi leur avenir sera fait, ceux des petites trésoreries n'arrivent plus à faire face à la charge de travail et à leur rôle de service public en milieu rural....

Et tout ce qui se prépare pour encore tout changer, du contrôle fiscal dans les règles de l'art, à la transformation de la séparation ordonnateur/comptable et tout le reste.....

En matière de reconnaissance du travail effectué, les 10 euros annoncés en plus par mois sont bien peu, puisque suite à la réforme des retraites les rémunérations ont diminué vu que les charges ont augmenté : un truc qui n'était jamais arrivé depuis 1945...

Grande réussite de la DGFIP : **2 départs sur 3 non remplacés**... Mais là pas de triomphalisme ! C'est surprenant !

Tous les jours les "spécialistes de l'économie" nous ont décortiqué le pourquoi et le comment de la baisse de la bourse .. de la nécessité de la réduction de la dette ... mais sans jamais proposer autre chose que de se serrer encore la ceinture !

Comme l'a CGT l'a déjà dit à propos de la crise : ce n'est pas aux salariés de payer une crise dont ils ne sont pas responsables . Aujourd'hui ce n'est pas aux salariés de payer la dette dont ils ne sont pas responsables, ils n'ont pas, par exemple, bénéficié du bouclier fiscal et des exonérations ...

Suite aux annonces des mesures censées réduire « le déficit de la France » par le gouvernement le 24 août, les organisations syndicales CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires se sont réunies le 1^{er} septembre. <http://www.financespubliques.cgt.fr/Communique-intersyndical-CGT-CFDT.html>

Les organisations syndicales en dénoncent le caractère injuste et inéquitable. La facture est principalement supportée par les salariés et les consommateurs. Le gouvernement ne remet pas en cause les niches fiscales dont on sait qu'elles n'ont aucune efficacité économique et sociale. La contribution des plus hauts revenus reste symbolique et n'est pas de nature à réduire les inégalités.

Les organisations syndicales estiment indispensable l'intervention des salariés pour peser sur le gouvernement, le patronat, les débats parlementaires en cours et à venir. Elles décident d'une journée nationale d'action interprofessionnelle le **mardi 11 octobre 2011**.

Communiqué intersyndical intégral: <http://cgt.fr/Communique-CGT-CFDT-UNSA-FSU.html>

Pour que les choses changent, il est aussi indispensable de voter CGT aux élections professionnelles le 20 octobre.



La « règle d'or ».

C'est un projet de loi constitutionnelle visant « l'équilibre des finances publiques » pour un minimum de trois ans . Le projet sera adopté s'il obtient 60 % des voix au Congrès.

À l'évidence, il est de bon sens de considérer que le budget de l'État doit être équilibré, comme il est de bon sens que de dire que le budget d'un ménage doit être équilibré, qu'on ne doit pas vivre au-dessus de ses moyens.

Toutefois, demander un crédit signifie qu'à un instant donné, on prend une décision qui dépasse nos moyens existants. Si un individu emprunte de l'argent pour passer la nuit au casino, on peut légitimement s'interroger sur le bien-fondé de cette décision. Mais le jugement sera différent si cet individu envisage d'acheter un logement. On dit alors qu'il s'agit là d'un investissement qui nécessite parfois des sacrifices immédiats. Mais à terme, ça deviendra rentable car cela permettra d'économiser le loyer voire améliorer le confort de la famille.

Précisons qu'un budget équilibré ou excédentaire n'est pas nécessairement signe d'une économie solide. Ainsi, par exemple, le budget de l'État espagnol était excédentaire avant la crise, mais cet excédent n'était pas assis sur une économie équilibrée. La crise espagnole met en évidence la fragilité d'un « assainissement budgétaire » fondé sur une approche purement comptable.

Aujourd'hui les gouvernements, parmi lesquels le gouvernement français, veulent profiter de la panique généralisée que provoque la crise financière pour imposer des reculs sociaux, pour faire accepter au peuple des plans d'austérité.

Le budget de l'État est déficitaire en France depuis trente ans. De 2007 à 2009, la dette de l'État est passée de 933 mds € à 1 245 mds (de 49 % du PIB à 64 %).

La récession économique de 2009 n'explique qu'une partie de la hausse du déficit budgétaire et de la dette publique, car le déficit se creusait avant même la crise précisément à cause des choix du gouvernement Sarkozy-Fillon et particulièrement du fait de la baisse des impôts sur les plus hauts revenus.

La « règle d'or » n'est pas nécessairement un passage obligé pour sortir de la crise !

Pour sortir de la crise, il faut surtout créer des emplois et augmenter les salaires, les pensions et les minimas sociaux. Le déficit budgétaire résulte de l'insuffisance des recettes par rapport aux dépenses.

Si l'emploi et les salaires augmentent, les recettes de l'État, constituées principalement des impôts, vont augmenter. La hausse des recettes permettra de réduire le déficit budgétaire.

On peut aussi réagir du côté des dépenses pour mettre fin aux gâchis des fonds publics. Par exemple, la prise en charge des exonérations de cotisations sociales patronales coûte chaque année plus de 30 mds € au budget de l'État, et cecisans résultats probants en matière d'emploi.

De manière plus générale, les « niches fiscales et sociales », c'est-à-dire l'ensemble d'aides, d'exonérations et de réductions d'impôts et de cotisations sociales coûtent chaque année environ 160 mds € à la collectivité (État, collectivités territoriales).

Conformément à cette approche comptable, libérale, le gouvernement a mis en place la Révision générale des politiques publiques (RGPP) dont l'objectif principal consiste à réduire les dépenses (suppression de postes, gel des salaires et traitements...). La dégradation de la qualité des services qui résulte d'une telle politique va à l'encontre de l'intérêt général et s'oppose à l'exigence d'amélioration du potentiel productif du pays.

On le voit bien, la RGPP n'a pas permis d'améliorer les comptes publics.

Dans l'immédiat, cinq mesures paraissent indispensables pour la CGT :

1. **créer des emplois et augmenter les salaires**, car le partage défavorable des richesses au détriment des salariés a été le facteur fondamental qui a déclenché la crise qui sévit dans le monde depuis 2007.
2. **mettre fin à l'austérité**, car les programmes d'austérité pèsent sur le pouvoir d'achat et l'emploi, affaiblissant davantage l'activité économique avec des effets négatifs, entre autres, sur les finances publiques.
3. **conditionner toute aide publique** au respect des critères tels que l'emploi, les salaires...
4. **augmenter l'impôt sur les hauts revenus, ceux du patrimoine et du capital**
5. **créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits** pour favoriser l'investissement productif : l'emploi, la formation, la recherche, les équipements...

Ces mesures devraient être accompagnées de bien d'autres, particulièrement dans un cadre européen. Par exemple :

- **établir un salaire minimum** dans les pays européens ; mais également instaurer un droit social européen de haut niveau ;
- **harmoniser la fiscalité du capital** et notamment la base (assiette) de l'impôt sur les sociétés ;

INFOS GESTION :

9 septembre 2011	Comité Technique Paritaire Central
12 septembre 2011	Groupe de travail révision du Règlement Général de la CP + Chorus
19 septembre 2011	Groupe de travail mutation - filière gestion publique
26 septembre 2011	Groupe de travail espace de dialogue
29 septembre 2011	Groupe de travail modes d'organisation du travail en CAP (A/A+)
3 octobre 2011	Groupe de travail secteur public local - hors hôpital (a-midi)
4 octobre 2011	Groupe de travail règles de gestion B-géomètres (matin)
5 octobre 2011	Groupe de travail mutation - filière fiscale
20 octobre 2011	Elections professionnelles : votez CGT !

POUR SUIVRE TOUTE L'ACTUALITE

voici le lien vers le site du syndicat national :

<http://www.financespubliques.cgt.fr/>

BULLETIN D'ADHESION



Solidaire, pas solitaire : c'est ça le Syndicat CGT

Alors, je me syndique...

Nom :

Prénom :

Affectation :

Grade :

Indice :

Date : **déclare adhérer au Syndicat National CGT Finances Publiques .**

Signature :